

Mai 2017

ANALYSE DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2014

Les services d'éducation spécialisée et de soins à domicile

Sommaire

I – Méthode d'analyse	3
I-1. Recueil des données	3
1.1 La source	3
1.2 Les données	3
1.3 Corrections apportées aux données de base.....	3
I-2. Présentation des résultats	5
I-3. Méthodes statistiques.....	6
3.1 Méthode d'analyse des facteurs de variabilité	6
3.2 Lecture d'une boîte à moustaches	7
I-4. Limites de l'étude.....	7
II – Structure du panel - SESSAD	8
III – Offre de service – SESSAD	12
IV – Ressources humaines – SESSAD	14
V – Moyens financiers – SESSAD	21
ANNEXE 1 – Indicateurs et formules de calcul	32
ANNEXE 2 – Glossaire.....	34

I – Méthode d'analyse

I-1. Recueil des données

1.1 La source

La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie met à disposition des établissements et services médico-sociaux (ESMS) l'application « ImportCA » pour la transmission dématérialisée des comptes administratifs (CA).

1.2 Les données

Les données analysées dans le présent document sont issues des CA 2014 des services d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD) transmis aux ARS le 30 avril 2015 (N+1 par rapport à l'exercice) et importés au sein de l'application ImportCA (exploitation des bases brutes).

Il s'agit de données budgétaires complétées d'éléments de suivi d'activité.

À noter : les analyses conduites dans ce rapport portent sur les seuls ESMS dont le CA a été correctement importé.

De plus, un « nettoyage » de base a été réalisé. Il est détaillé dans les paragraphes suivants.

1.3 Corrections apportées aux données de base

Gestion des CA

Pour chaque SESSAD, le CA retenu est le dernier déposé sur la plateforme.

1 259 CA relatifs aux SESSAD ont été déposés sur la plateforme ImportCA : 1 233 dépôts uniques, 24 CA en doublon et 2 SESSAD ayant déposé trois CA. Au total, 1 218 SESSAD sont retenus dans cette étude.

Complétude de l'échantillon

La complétude des données est décisive pour réaliser l'analyse la plus complète possible.

C'est pourquoi un contrôle de la qualité de la base a été organisé *a posteriori* ; celui-ci a permis de corriger les données manquantes ou « aberrantes » à l'aide notamment d'une extraction des bases FINESS au 1^{er} janvier 2015.

Analyse des comptes administratifs 2014 : Les services d'éducation spécialisée et de soins à domicile

Variables à corriger	Type d'anomalie	Base de substitution
Catégorie d'ESMS	Manquante, mal écrite ou différente de FINESS	FINESS
Nombre de places installées – CA	Manquant ou différent de FINESS	FINESS
	Recalculée	Si catégorie = (CMPP, CAMSP, BAPU, centres ressources, UEROS) Alors NULL
Statut majoritaire du personnel	Manquante, mal écrite	Si information présente l'année N-1 Retranscription telle que définie dans le menu déroulant
Total des dépenses prévisionnelles – BE	Recalculée	Si dépenses prévisionnelles < 0 Alors exclusion
Total des dépenses réalisées – CA	Recalculée	Si Total dépenses réalisées < 0 Alors exclusion
Autres produits relatifs à l'exploitation – BE	Recalculée	Si Autres produits relatifs à l'exploitation < 0 Alors Produits relatifs à l'exploitation = 0
Autres produits relatifs à l'exploitation – CA	Recalculée	Si Autres produits relatifs à l'exploitation < 0 Alors Produits relatifs à l'exploitation = 0
CNR – Groupe 1	Recalculée	Si CNR – Groupe 1 > charges d'exploitation courante Alors CNR – Groupe 1 = 0
CNR – Groupe 2	Recalculée	Si CNR – Groupe 2 > charges de personnel Alors CNR – Groupe 2 = 0
CNR – Groupe 3	Recalculée	Si CNR – Groupe 3 > charges d'exploitation courante Alors CNR – Groupe 3 = 0
Total recettes atténuatives – BE	Recalculée	Si variable import CA <> Autres produits relatifs à l'exploitation + Produits financiers et non encaissables au BE
Total recettes atténuatives – CA	Recalculée	Si variable import CA <> Autres produits relatifs à l'exploitation + Produits financiers et non encaissables au CA
Mise à jour de l'activité au BE	Recalculée	Si catégorie = (CMPP, CAMSP, BAPU, centres ressources, UEROS) Alors Activité = Séances
Mise à jour de l'activité au CA	Recalculée	Si catégorie = (CMPP, CAMSP, BAPU, centres ressources, UEROS) Alors Activité = Séances

Correction des données « extrêmes »

Il est nécessaire de détecter les valeurs « très extrêmes » avant l'analyse des résultats, car cela détériore la précision des estimations.

La question des données « très extrêmes » se pose après détection et correction des valeurs « aberrantes ». Celles-ci peuvent s'expliquer :

- par des erreurs de mesure (confusion des unités utilisées) : il s'agit en général d'aberrations constatées dans les valeurs saisies ;
- par des atypies « conjoncturelles » : les saisies réalisées par les ESMS reflètent une réalité de l'année liée à des événements conjoncturels.

Nous avons décidé que les observations extrêmes devaient être éliminées pour chaque indicateur, car elles avaient trop d'influence dans le cadre de notre analyse.

Les ESMS atypiques ont été repérés à l'aide d'une méthode graphique, le *Box Plot* de Tukey ou boîte à moustaches¹. Elle a l'avantage d'être simple et facilement compréhensible. Cette méthode est basée sur l'écart interquartile (différence entre le troisième quartile² Q3 et le premier quartile Q1) et distingue deux catégories de valeurs extrêmes déterminées par deux types de bornes³ (bornes inférieures et bornes supérieures). Cette méthode a été appliquée sur le panel Total CA 2014 toutes catégories confondues.

I-2. Présentation des résultats

Le présent rapport s'articule autour de trois axes d'analyse :

- l'offre de service ;
- les ressources humaines mises en œuvre ;
- les moyens financiers mis en œuvre.

¹ *Box Plot Tuckey* ou boîte à moustache : il s'agit d'un graphique où sont représentés la médiane (trait horizontal), les vingt-cinquième (Q1) et soixante-quinzième percentiles (Q3), ainsi que les bornes à l'extérieur desquelles les données sont considérées comme des *outliers*. Q1 et Q3 sont matérialisés par la partie basse et haute de la boîte complétée par des « moustaches ». Les valeurs *outliers* (valeurs extrêmes) sont figurées par des cercles.

² Les quartiles sont trois valeurs qui séparent la distribution en quatre parties comprenant le même nombre d'observations. Les quartiles se calculent de la même façon que la médiane. Le premier quartile sépare les 25 % inférieurs des données, le deuxième quartile est la médiane de la série, et le troisième quartile sépare les 25 % supérieurs des données.

³ Sont considérées comme « très extrêmes » (*severe outliers*) et à exclure les valeurs extérieures à l'intervalle : borne inférieure = $Q1 - [3 * (Q3 - Q1)]$; borne supérieure = $Q3 + [3 * (Q3 - Q1)]$.

Pour chaque indicateur sont proposées :

- une analyse descriptive nationale et régionale (nouvelles régions 2016) avec la moyenne⁴, la médiane⁵, les quartiles, le premier décile⁶ et le neuvième décile, le rapport interdécile⁷. **Les résultats pour les régions dont le nombre de structures est inférieur ou égal à 30 ne sont pas statistiquement représentatifs** ;
- une représentation pour certains indicateurs de la variabilité régionale à l'aide de tableaux et de « boîtes à moustaches » avec comme moustache basse le premier décile et comme moustache haute le neuvième décile ;
- une représentation graphique en nuage de points des ESMS pour les taux d'occupation, les taux d'encadrement et le coût net par place en fonction des capacités installées.

I-3. Méthodes statistiques

3.1 Méthode d'analyse des facteurs de variabilité

Six variables ont été utilisées pour éclairer les différences observées sur les taux d'occupation, sur les taux d'encadrement et sur le coût à la place :

- (1) Année d'ouverture (ESMS ouvert avant 1971, ESMS ouvert entre 1971 et 1980, ESMS ouvert entre 1981 et 1990, ESMS ouvert entre 1991 et 2000, ESMS ouvert après 2000).
- (2) Les modalités d'accueil (externat, semi-internat, internat et autres).
- (3) Les déficiences FINESS.
- (4) La taille en nombre de places installées (moins de 20 places, [20 places-50 places[, [50 places-100 places[et plus de 100 places).
- (5) Le statut majoritaire du personnel.
- (6) Les aires urbaines (AU).

La méthode utilisée consiste en une analyse de variance qui a pour objectif d'apprécier l'effet des variables qualitatives sur une variable quantitative⁸. Cependant, nous n'avons pas modélisé les interactions qui peuvent exister entre deux variables. Nous avons également réalisé une étude des corrélations entre deux variables⁹. Toutes les analyses ont été réalisées à l'aide du logiciel SAS 9.2.

⁴ Il s'agit d'un taux moyen et non d'une moyenne de taux : soit le rapport de deux caractères V (numérateur) = $n \cdot X$ et n (dénominateur) avec X les modalités et n leur poids, le taux moyen est égal $[V \text{ Total} / N \text{ Total}]$ et il correspond à la moyenne pondérée $[\sum n_i \cdot X_i / \sum n_i]$. La moyenne des taux est égale à $\sum X_i / N$.

⁵ Représente la valeur centrale qui sépare en deux parties égales notre échantillon.

⁶ Les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties égales : le premier décile (noté généralement D1) sépare les 10 % inférieurs des données, et le neuvième décile (noté généralement D9) sépare les 90 % supérieurs des données.

⁷ Le rapport D9/D1 met en évidence l'écart entre le haut et le bas de la distribution ; c'est une des mesures de l'inégalité de cette distribution.

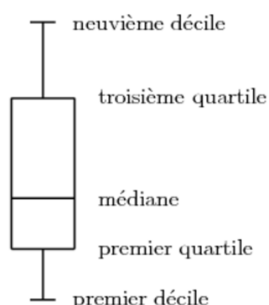
⁸ Dans un premier temps, nous avons réalisé des analyses bivariées en utilisant des tests de Khi2 (comparaison de proportions) ou des tests de Student (comparaison de moyennes) pour mesurer la force de l'association d'une variable qualitative sur les indicateurs.

Ensuite, nous avons utilisé la procédure GLM pour réaliser des analyses de variance multidimensionnelle. Cette procédure permet de traiter des données déséquilibrées et de faire des comparaisons multiples (nous ne présentons pas dans le rapport les moyennes ajustées).

Les variables ont été analysées pour chaque indicateur, mais les résultats ne sont présentés que lorsqu'une association est mise en évidence avec la variabilité observée. Une plus-value inférieure à 0,05 indique qu'une différence statistiquement significative (**) existe et une plus-value inférieure à 0,0001 indique qu'une différence très significative (***) existe.

⁹ Si la mesure de l'indicateur provient d'une population gaussienne, nous utiliserons pour quantifier une association entre deux variables le coefficient de Pearson, sinon nous utiliserons le coefficient de Spearman.

3.2 Lecture d'une boîte à moustaches



Ce graphique permet d'expliquer simplement la variabilité (dispersion) d'une variable.

Il s'agit d'un graphique où sont représentés la médiane (trait horizontal à l'intérieur de la boîte), les vingt-cinquième (Q1) et soixante-quinzième percentiles (Q3), ainsi que les bornes (« moustaches ») à l'extérieur desquelles les données sont considérées comme des valeurs extrêmes.

Le rectangle formé par le soixante-quinzième percentile (Q3) et le vingt-cinquième percentile (Q1) donne une estimation de la dispersion : plus il est petit, moins les observations sont dispersées.

I-4. Limites de l'étude

Les indicateurs sélectionnés dans notre étude statistique doivent servir à objectiver la situation des établissements et services médico-sociaux, tant en termes budgétaires et financiers que de ressources humaines, d'activité et d'évolution de l'offre.

Cependant, une étude statistique quantitative et descriptive, aussi parfaite soit-elle, n'est pas objective, et c'est seulement à travers l'analyse qu'il est possible de donner du sens aux résultats. Un pourcentage ou un montant ne veulent rien dire seuls ; c'est en les comparant, en les retraduisant à travers le prisme de la réalité du secteur médico-social qu'ils deviennent significatifs.

Dans cette étude, il ne sera pas possible de se prononcer sur d'autres facteurs de variabilité non pris en compte dans l'analyse.

Attention : changement de méthode pour le calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

La capacité d'autofinancement restituée dans ImportCA et dans le dernier rapport d'analyse des comptes administratifs publié en avril 2016 sur les CA 2013 ne prenait pas en compte les résultats nets des établissements.

Dans ce nouveau rapport sur les CA 2014, nous avons actualisé la méthode de calcul de la CAF en prenant en compte au numérateur le résultat net de l'exercice.

II – Structure du panel - SESSAD

Synthèse de la structure du panel

L'échantillon est composé de 1 218 services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) pour 36 861 places installées, ce qui représente 73 % du total des SESSAD¹⁰ (1 643 SESSAD) et 75 % du nombre total de places installées (49 113 places installées).

Les SESSAD accompagnent des enfants handicapés de moins de vingt ans au plus près de leur lieu de vie et assurent une prise en charge globale avec un soutien éducatif et thérapeutique individualisé, ce qui implique la spécialisation de ces services en fonction des déficiences.

Ainsi, il apparaît logique qu'on retrouve :

- 44 % de SESSAD s'adressant à des enfants atteints d'une déficience intellectuelle ;
- 23 % de SESSAD s'adressant aux enfants présentant des troubles du caractère et du comportement ;
- 13 % de services d'accompagnement familial et d'éducation précoce (SAFEP), services d'éducation familiale et d'intégration scolaire (SEFIS) ou services d'aide à l'acquisition de l'autonomie et à l'intégration scolaire (SAAAIS) qui s'adressent à des enfants atteints de déficience auditive ou visuelle ;
- 12 % de SESSAD qui s'adressent aux enfants présentant un handicap moteur ;
- 9 % de services de soins à domicile (SSAD) pour enfants polyhandicapés ;
- 9 % de SESSAD pour enfants porteurs de troubles de nature autistique.

Presque 57 % des SESSAD de notre panel ont des capacités installées comprises entre vingt et cinquante places.

77 % des SESSAD sont implantés dans les grandes aires urbaines (*idem* base de référence), et seulement 2 % des SESSAD le sont dans des communes isolées.

81 % des SESSAD de notre panel ont été ouverts après 1990 (80 % dans la base de référence).

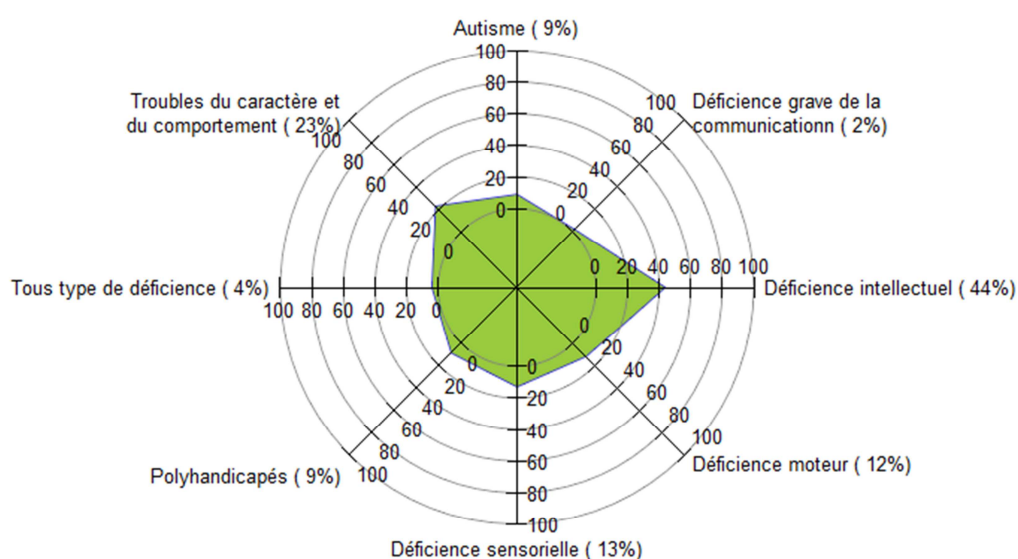
Enfin, les trois conventions collectives (ou statuts de la fonction publique) majoritaires dans le panel des SESSAD sont la CCNT 1966 (69 %), la CCNT 1951 (15 %) et la fonction publique hospitalière (6 %).

¹⁰ Extraction FINESS au 1^{er} janvier 2015.

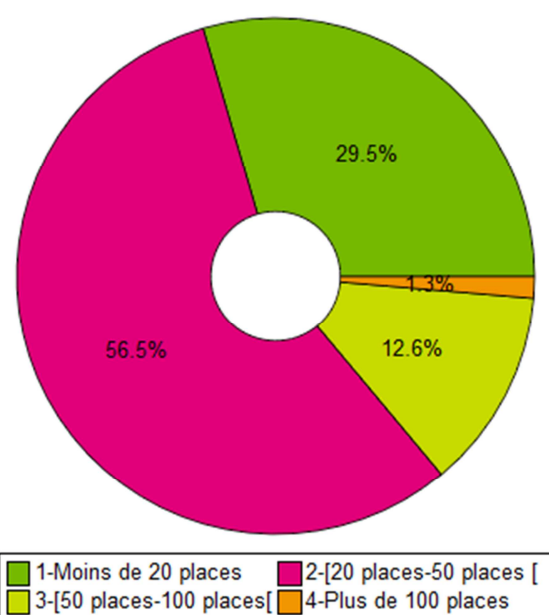
Taux d'exhaustivité du panel par région (nouvelles régions 2016)

Nouvelles régions 2016	Nombre d'ESMS – FINESS	Nombre de structures autorisées et financées CA	Taux d'exhaustivité en nombre d'ESMS	Nombre de places installées FINESS	Nombre de places installées CA	Taux d'exhaustivité en nombre de places
Auvergne-Rhône-Alpes	217	148	68 %	5 970	4 124	69 %
Bourgogne-Franche-Comté	88	67	76 %	2 759	2 329	84 %
Bretagne	78	70	90 %	2 589	2 410	93 %
Centre-Val de Loire	62	43	69 %	1 815	1 309	72 %
Corse	12	9	75 %	286	230	80 %
Grand-Est	148	114	77 %	4 049	3 294	81 %
Guadeloupe	12	4	33 %	603	189	31 %
Guyane	10	7	70 %	470	250	53 %
Hauts-de-France	166	142	86 %	4 492	3 830	85 %
Île-de-France	189	142	75 %	7 197	5 273	73 %
Martinique	5	3	60 %	318	133	42 %
Normandie	85	63	74 %	2 616	1 891	72 %
Nouvelle-Aquitaine	173	109	63 %	4 160	2 870	69 %
Occitanie	158	137	87 %	3 984	3 455	87 %
Océan Indien	18	14	78 %	921	624	68 %
Pays de la Loire	108	68	63 %	3 811	2 516	66 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	114	78	68 %	3 073	2 134	69 %
Total CA 2014	1 643	1 218	73 %	49 113	36 861	75 %

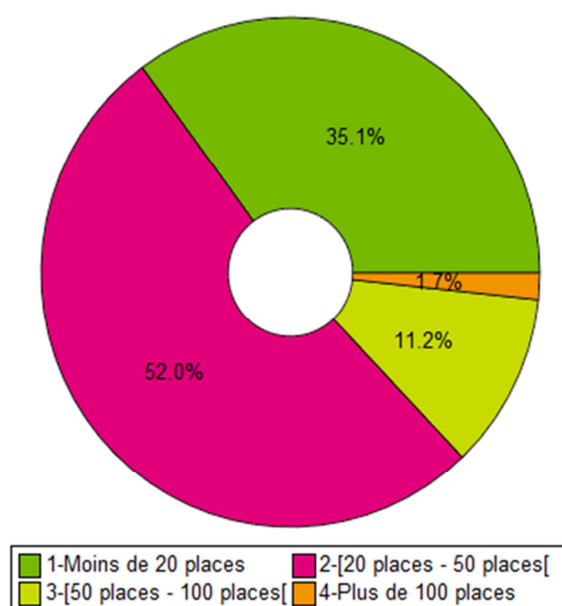
Structure du panel par déficience – SESSAD



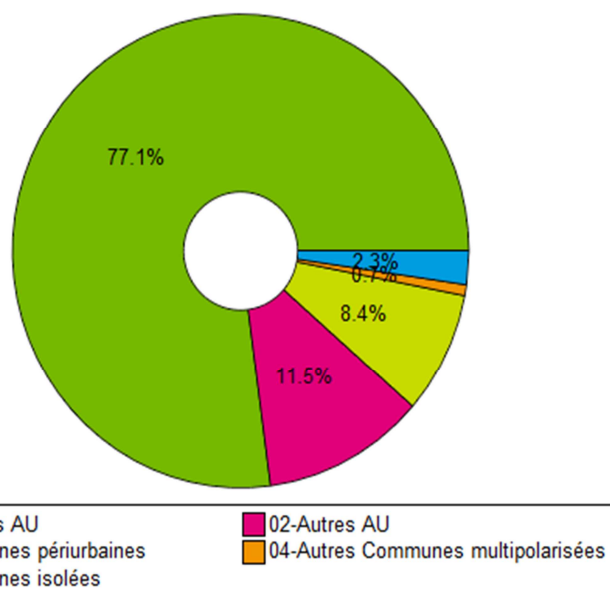
Structure du panel par taille



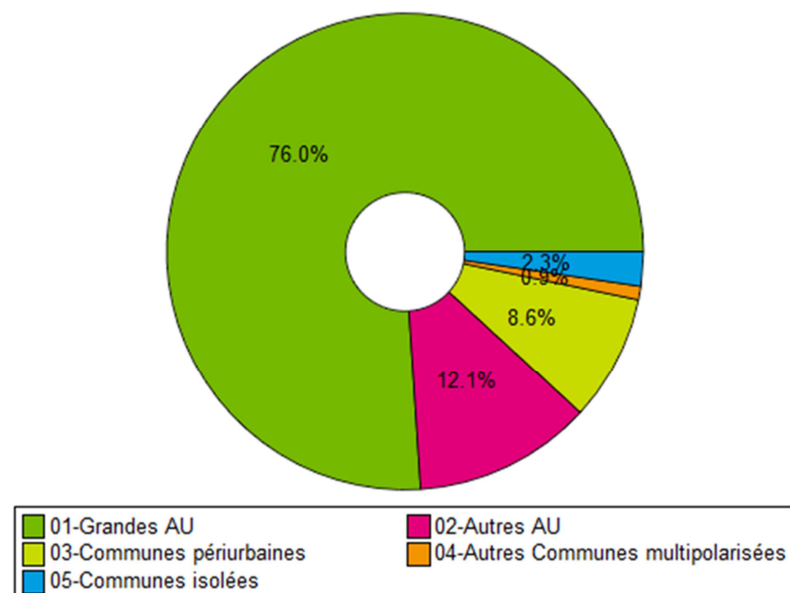
Structure de la base FINESS de référence par taille



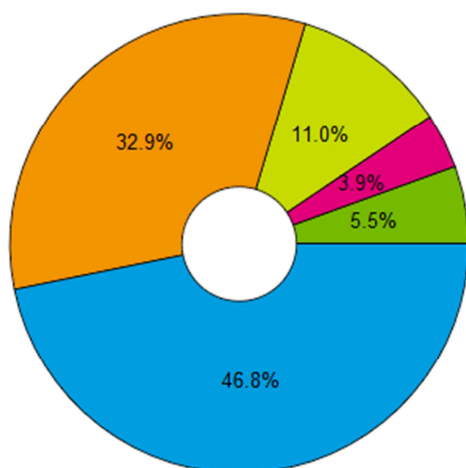
Structure du panel par aire urbaine



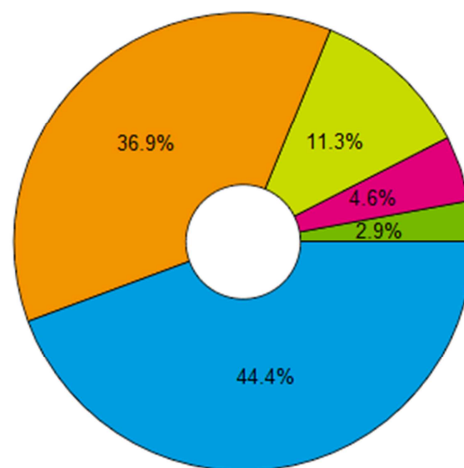
Structure de la base FINESS de référence par aire urbaine



Structure du panel par année d'ouverture



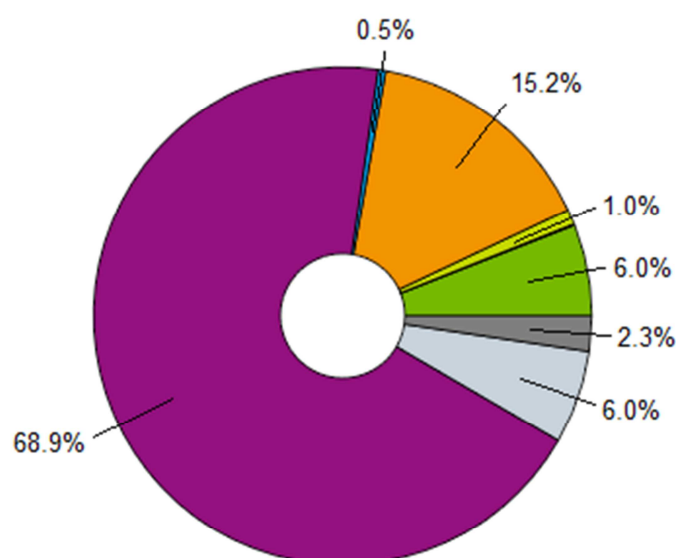
Structure de la base FINESS de référence par année d'ouverture



1- ESMS ouvert avant 1971
 2- ESMS ouvert entre 1971 et 1980
 3- ESMS ouvert entre 1981 et 1990
 4- ESMS ouvert entre 1991 et 2000
 5- ESMS ouvert après 2000

1- ESMS ouvert avant 1971
 2- ESMS ouvert entre 1971 et 1980
 3- ESMS ouvert entre 1981 et 1990
 4- ESMS ouvert entre 1991 et 2000
 5- ESMS ouvert après 2000

Structure du panel par statut majoritaire – SESSAD



Autre
 CCNT 1965
 BAD
 CCNT 1966
 CCCRf
 FPH (titre IV)
 CCNT 1951
 UGECAM

III – Offre de service – SESSAD

Synthèse de l'offre de service

Les SESSAD de notre panel ont une capacité moyenne de trente places contre vingt-neuf dans la base de référence.

Des disparités régionales sont observées : les régions Occitanie, Corse, Grand-Est et Hauts-de-France ont des capacités installées en moyenne inférieures à vingt-sept places, et les départements d'outre-mer et l'Île-de-France ont des capacités installées en moyenne supérieures ou égale à trente-sept places.

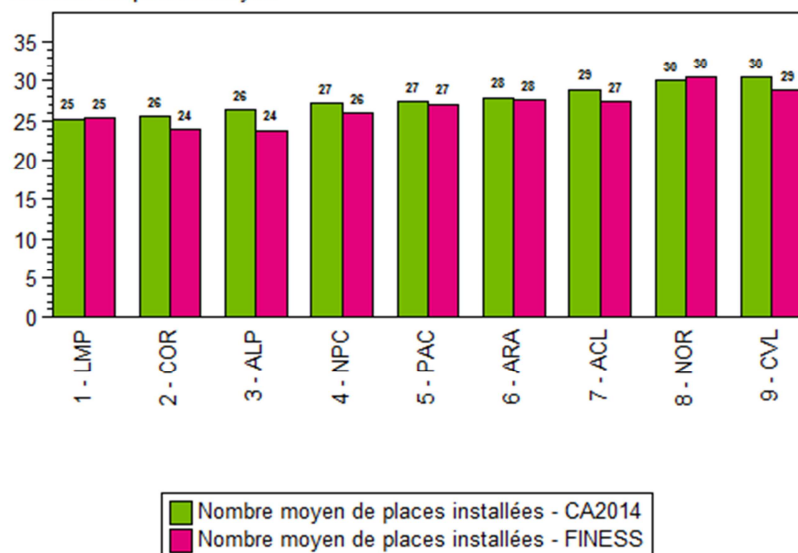
Les taux de réalisation de l'activité des SESSAD sont proches de 100 %.

Capacité moyenne installée FINESS et panel CA 2014 par région – SESSAD

Nombre moyen de places installées – FINESS janvier 2015 : 29

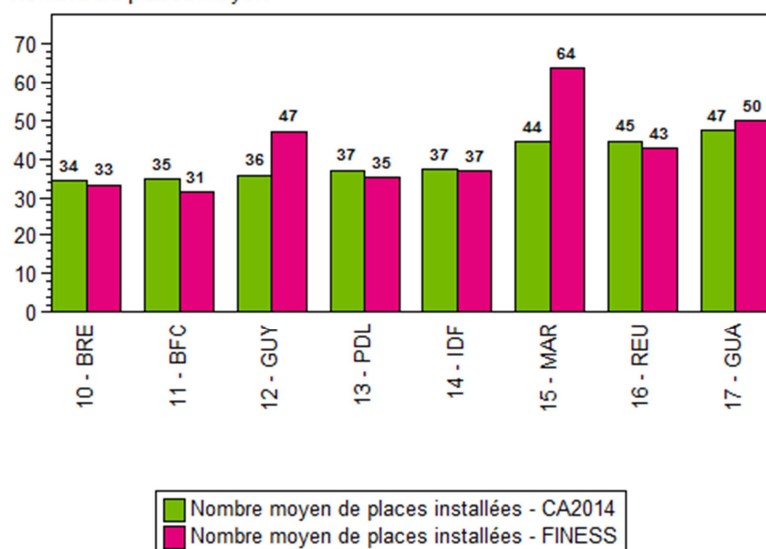
Nombre moyen de places installées – CA 2014 : 30

Nombre de places moyen



Nouvelles régions 2016 : libellé court	Nouvelles régions 2016
ACL	Grand-Est
ALP	Nouvelle-Aquitaine
ARA	Auvergne-Rhône-Alpes
BFC	Bourgogne-Franche-Comté
BRE	Bretagne
COR	Corse
CVL	Centre-Val de Loire
GUA	Guadeloupe
GUY	Guyane
IDF	Île-de-France
LMP	Occitanie
MAR	Martinique
NOR	Normandie
NPC	Hauts-de-France
PAC	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PDL	Pays de la Loire
REU	La Réunion

Nombre de places moyen



Taux de réalisation sur les séances – SESSAD

SÉANCES	Nombre d'ESMS	Nombre de séances
Prévisionnelles TOTAL	1 012	4 445 886
Réalisées TOTAL	1 102	5 040 484
Réalisées TOTAL avec des séances prévisionnelles TOTAL saisies	1 012	4 507 571
Taux de réalisation - séances TOTAL	1 012	101 %

IV – Ressources humaines – SESSAD

Synthèse des ressources humaines

Le personnel est réparti comme suit dans notre panel : personnel d'administration et de gestion (9,8 %), personnel de services généraux (3,2 %), personnel de direction et encadrement (9,3 %), personnel socio-éducatif (43 %), personnel médical (2,1 %), personnel paramédical (29,3 %) et autres fonctions (3,2 %).

Le taux d'encadrement total moyen observé dans notre panel est de 0,303 ETP par personne accueillie, et la médiane est égale à 0,281. 10 % des SESSAD ont un taux d'encadrement total inférieur à 0,197, et 10 % ont un taux d'encadrement total supérieur à 0,472.

Des disparités régionales sont observées : les régions Guadeloupe et Provence-Alpes-Côte d'Azur ont des taux d'encadrement moyens et médians plus élevés alors que la Martinique et l'Océan Indien ont des taux d'encadrement total plus faibles.

Le cœur des emplois en SESSAD concerne les fonctions éducatives, pédagogiques et sociales (taux d'encadrement médian égal à 0,121 ETP par personne accueillie).

Le coût moyen salarial d'un ETP s'élève à 51 014 euros et la médiane est égale à 51 867 euros. 10 % des SESSAD ont un coût salarial pour un ETP inférieur à 42 270 euros, et 10 % ont un coût salarial pour un ETP supérieur à 60 976 euros.

Logiquement, le coût salarial médian d'un ETP pour les fonctions socio-éducatives est plus faible (28 768 euros) que pour les fonctions médicales (83 929 euros) ou paramédicales (32 804 euros).

Enfin l'importance financière du recours à des intervenants extérieurs dans les SESSAD (poids du personnel extérieur) représente en moyenne 0,7 % du total de la dépense. À noter que plus de la moitié des SESSAD n'ont pas de charges relatives au personnel extérieur.

Constats principaux des analyses des facteurs associés à la variabilité du taux d'encadrement total

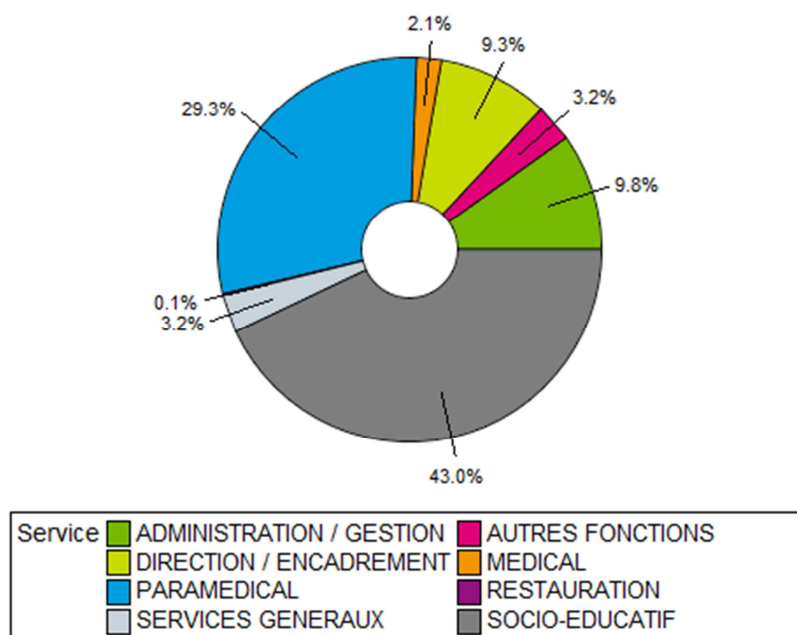
Les variables associées aux résultats du taux d'encadrement sont l'année d'ouverture, le statut majoritaire du personnel, les modalités d'accueil, les déficiences (au sens FINESS), la taille en nombre de places et les aires urbaines

On observe que les variables statut majoritaire et année d'ouverture n'ont pas d'influence sur le taux d'encadrement total.

Les taux d'encadrement sont plus élevés dans les SESSAD de moins de vingt places, qui accueillent en majorité des enfants autistes.

À l'inverse, les taux d'encadrement sont plus faibles dans les SESSAD de grande taille (en nombre de places installées), situés dans les communes isolées et accueillant en majorité des enfants avec des déficiences intellectuelles, sensorielles et des troubles du comportement.

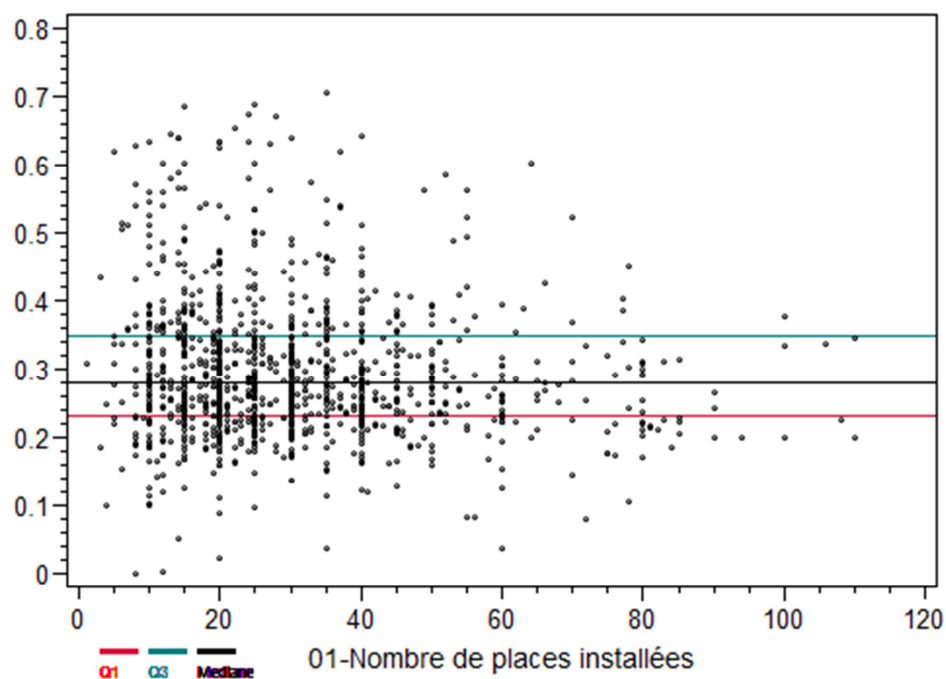
Structure du personnel – SESSAD
Répartition (en % d'ETP) du personnel des établissements



Taux d'encadrement – SESSAD

Taux d'encadrement en fonction de la capacité installée

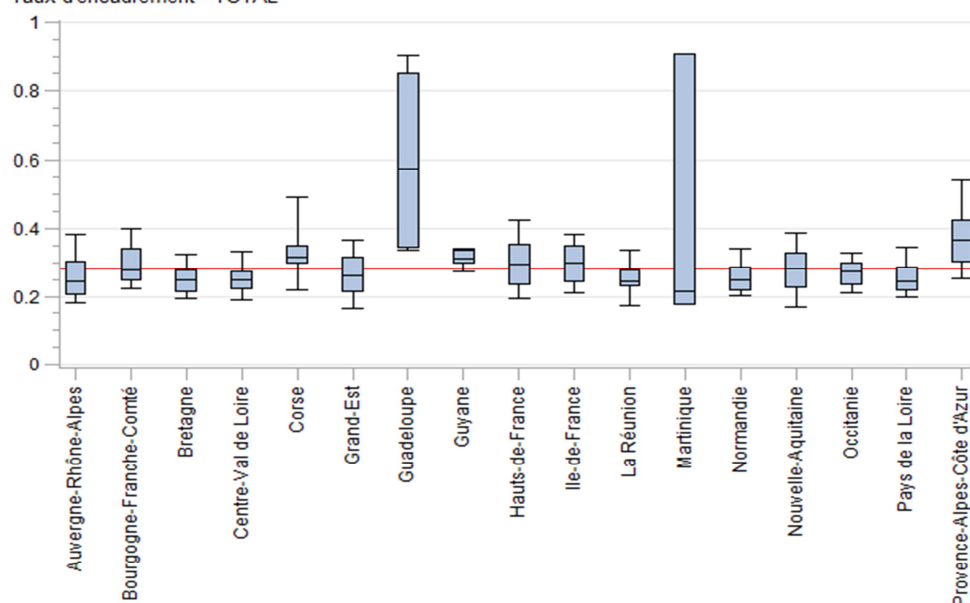
11-Taux d'encadrement - TOTAL



Taux d'encadrement total corrigé des valeurs « très extrêmes » par région

Catégorie = SESSAD								
Nouvelles régions 2016	Taux d'encadrement							
	Nombre de structures	Premier décile (D1)	Vingt-cinquième percentile (Q1)	Médiane	Soixante-quinzième percentile (Q3)	Neuvième décile (D9)	Moyenne pondérée	Rapport interdécile
Auvergne-Rhône-Alpes	146	0.180	0.211	0.255	0.336	0.455	0.277	2.52
Bourgogne-Franche-Comté	63	0.230	0.248	0.293	0.356	0.564	0.321	2.45
Bretagne	69	0.194	0.218	0.256	0.286	0.360	0.262	1.86
Centre-Val de Loire	42	0.201	0.222	0.258	0.294	0.369	0.273	1.84
Corse	9	0.220	0.298	0.314	0.347	0.489	0.329	2.23
Grand-Est	113	0.173	0.219	0.267	0.340	0.443	0.298	2.56
Guadeloupe	4	0.336	0.344	0.575	0.852	0.906	0.490	2.70
Guyane	7	0.275	0.300	0.312	0.337	0.338	0.313	1.23
Hauts-de-France	133	0.202	0.242	0.316	0.375	0.511	0.321	2.52
Île-de-France	135	0.217	0.246	0.303	0.367	0.476	0.304	2.19
Martinique	3	0.175	0.175	0.215	0.910	0.910	0.321	5.20
Normandie	60	0.201	0.220	0.253	0.313	0.373	0.267	1.85
Nouvelle-Aquitaine	107	0.185	0.238	0.298	0.361	0.489	0.291	2.64
Occitanie	135	0.222	0.241	0.281	0.320	0.369	0.300	1.66
Océan Indien	14	0.174	0.233	0.249	0.294	0.343	0.265	1.97
Pays de la Loire	65	0.199	0.222	0.250	0.303	0.573	0.301	2.89
Provence-Alpes-Côte d'Azur	76	0.259	0.312	0.377	0.482	0.716	0.424	2.77
Total CA 2014	1 181	0.197	0.232	0.281	0.352	0.472	0.303	2.40

Taux d'encadrement - TOTAL



Médiane pour l'échantillon

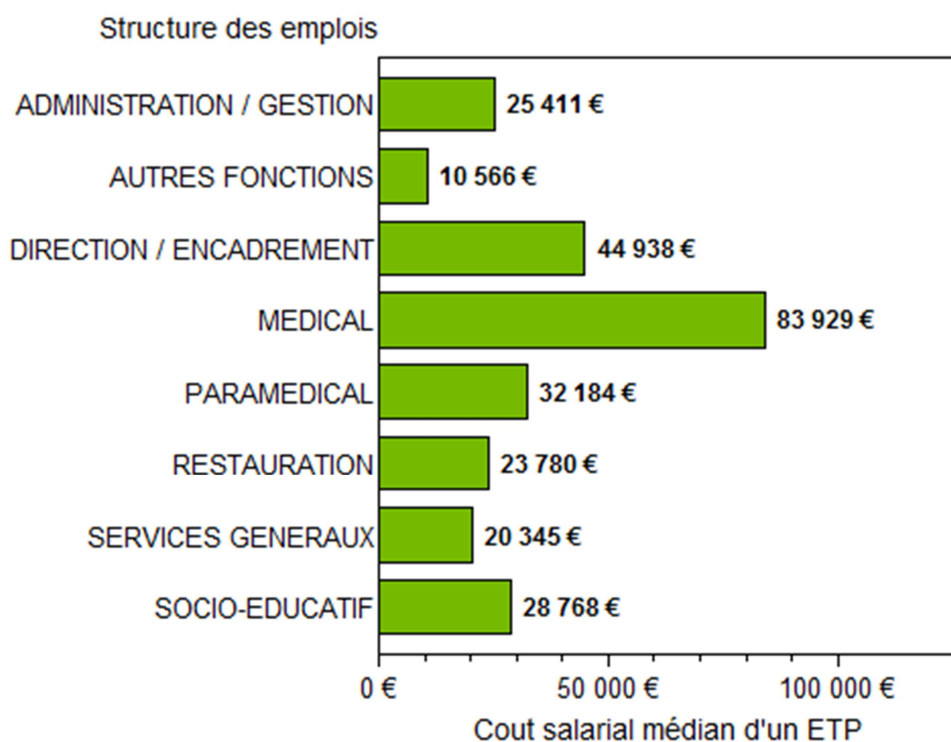
Nouvelles régions 2016

Taux d'encadrement par profil des emplois (nb ETP par place) – SESSAD

Taux d'encadrement par profil des emplois (nb ETP par place)	Nombre de structures	Premier décile (D1)	Vingt-cinquième percentile (Q1)	Médiane	Soixante-quinzième percentile (Q3)	Neuvième décile (D9)	Moyenne pondérée
ADMINISTRATION/GESTION	1 121	0.011	0.019	0.027	0.039	0.053	0.030
DIRECTION/ENCADREMENT	1 115	0.010	0.019	0.028	0.042	0.056	0.029
MÉDICAL	859	0.002	0.004	0.007	0.011	0.017	0.007
PARAMÉDICAL	1 145	0.026	0.043	0.073	0.118	0.188	0.091
SERVICES GÉNÉRAUX	701	0.003	0.006	0.011	0.021	0.040	0.015
SOCIO ÉDUCATIF	11 76	0.059	0.090	0.121	0.167	0.234	0.131

Coût salarial d'un ETP

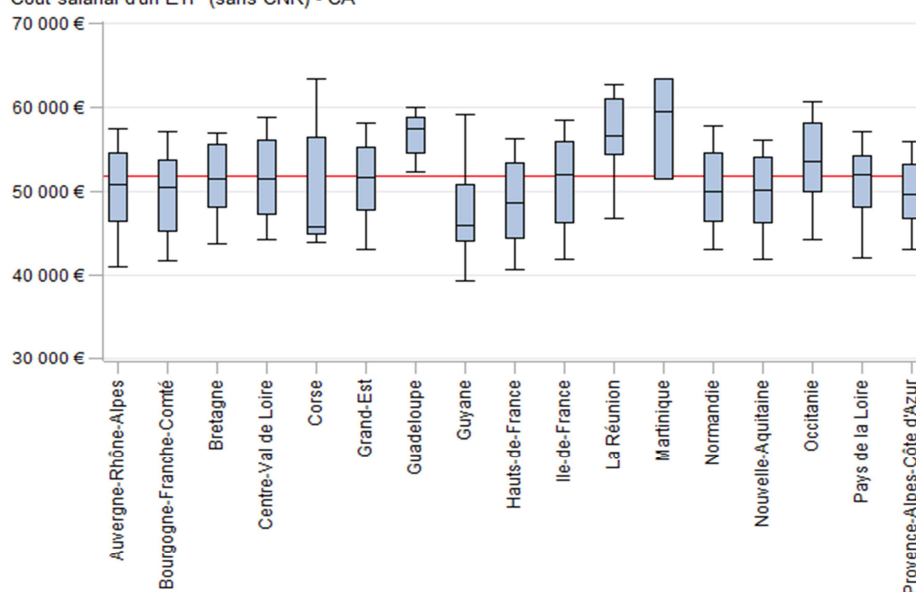
Coût salarial médian d'un ETP par structure des emplois – SESSAD



Coût salarial d'un ETP corrigé des valeurs « très extrêmes » par région

Catégorie = SESSAD								
Nouvelles régions 2016	Coût salarial d'un ETP							
	Nombre de structures	Premier décile (D1)	Vingt-cinquième percentile (Q1)	Médiane	Soixante-quinzième percentile (Q3)	Neuvième décile (D9)	Moyenne pondérée	Rapport interdécile
Auvergne-Rhône-Alpes	145	41 176 €	46 571 €	51 449 €	56 060 €	59 543 €	50 467 €	1.45
Bourgogne-Franche-Comté	63	41 777 €	45 356 €	51 085 €	55 907 €	62 383 €	50 562 €	1.49
Bretagne	67	43 557 €	48 389 €	52 241 €	56 353 €	59 796 €	50 317 €	1.37
Centre-Val de Loire	43	44 639 €	47 707 €	52 130 €	57 642 €	62 296 €	52 884 €	1.40
Corse	9	43 981 €	44 922 €	45 710 €	56 467 €	63 435 €	49 289 €	1.44
Grand-Est	108	43 096 €	47 893 €	52 393 €	57 099 €	62 104 €	51 195 €	1.44
Guadeloupe	4	52 249 €	54 730 €	57 492 €	58 864 €	59 956 €	56 846 €	1.15
Guyane	7	39 203 €	44 139 €	45 935 €	50 757 €	59 143 €	47 730 €	1.51
Hauts-de-France	139	40 489 €	44 503 €	49 004 €	54 904 €	59 820 €	49 022 €	1.48
Île-de-France	139	41 975 €	46 580 €	52 280 €	56 792 €	61 626 €	51 919 €	1.47
Martinique	3	51 436 €	51 436 €	59 471 €	63 444 €	63 444 €	57 327 €	1.23
Normandie	63	42 941 €	46 540 €	50 309 €	56 999 €	60 823 €	51 222 €	1.42
Nouvelle-Aquitaine	107	41 694 €	46 268 €	50 534 €	55 005 €	58 338 €	50 335 €	1.40
Occitanie	136	44 008 €	50 166 €	54 573 €	59 397 €	64 906 €	52 948 €	1.47
Océan Indien	14	46 742 €	54 474 €	56 675 €	61 521 €	67 074 €	56 937 €	1.43
Pays de la Loire	65	42 024 €	48 370 €	52 279 €	55 168 €	59 249 €	50 866 €	1.41
Provence-Alpes-Côte d'Azur	76	40 066 €	46 941 €	49 967 €	54 416 €	57 450 €	49 549 €	1.43
Total CA 2014	1 188	42 270 €	46 879 €	51 867 €	56 419 €	60 976 €	51 014 €	1.44

Coût salarial d'un ETP (sans CNR) - CA



Médiane pour l'échantillon

Nouvelles régions 2016

Poids du personnel extérieur

Poids du personnel extérieur corrigé des valeurs « très extrêmes » par région

Catégorie = SESSAD							
Nouvelles régions 2016	Poids du personnel extérieur						
	Nombre de structures	Premier décile (D1)	vingt-cinquième percentile (Q1)	Médiane	soixante-quinzième percentile (Q3)	neuvième décile (D9)	Moyenne pondérée
Auvergne-Rhône-Alpes	129	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.7 %	3.0 %	0.8 %
Bourgogne-Franche-Comté	65	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.9 %	1.5 %	0.5 %
Bretagne	68	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.5 %	1.8 %	0.5 %
Centre-Val de Loire	36	0.0 %	0.0 %	0.0 %	1.2 %	3.3 %	0.5 %
Corse	9	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	4.1 %	0.2 %
Grand-Est	104	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	1.2 %	0.5 %
Guadeloupe	4	0.0 %	0.1 %	0.9 %	1.7 %	1.8 %	0.9 %
Guyane	7	0.0 %	0.0 %	0.0 %	3.1 %	4.8 %	1.8 %
Hauts-de-France	134	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.5 %	3.1 %	1.0 %
Île-de-France	139	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.6 %	1.9 %	0.5 %
Martinique	3	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %
Normandie	60	0.0 %	0.0 %	0.0 %	1.2 %	2.2 %	0.7 %
Nouvelle-Aquitaine	100	0.0 %	0.0 %	0.0 %	1.0 %	2.5 %	0.8 %
Occitanie	129	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.6 %	4.1 %	0.9 %
Océan Indien	14	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.2 %	0.7 %	0.4 %
Pays de la Loire	62	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.7 %	2.0 %	0.8 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	71	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.4 %	2.1 %	0.7 %
Total CA 2014	1 134	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.6 %	2.3 %	0.7 %

Analyse de la variabilité du taux d'encadrement total – variables statistiquement significatives

Variables catégorielles	Moyenne pondérée	p value et seuils de significativité : 1 % *** 5 % ** 10 % * >10 % ns (non significatif en comparaison de la référence)
Déficiences		
Autorisation Troubles Conduite et Comportement : Non	0.306	0.0041 **
Autorisation Troubles Conduite et Comportement : Oui	0.294	Référence
Autorisation Autistes : Non	0.293	0.0025 **
Autorisation Autistes : Oui	0.357	Référence
Autorisation Déficients intellectuels : Non	0.316	0.0000 ***
Autorisation Déficients intellectuels : Oui	0.277	Référence
Autorisation Déficients sensoriels : Non	0.307	0.0038 **
Autorisation Déficients sensoriels : Oui	0.287	Référence
Autorisation Tous types déficiences : Non	0.305	0.0046 **
Autorisation Tous types déficiences : Oui	0.263	Référence
Taille		
Moins de 20 places	0.340	0.0345 **
[20 places-50 places[0.308	0.1291 ns
[50 places-100 places[0.270	0.4243 ns
Plus de 100 places	0.251	Référence
Aire urbaine		
Grandes AU	0.304	0.1351 ns
Autres AU	0.277	0.0263 **
Communes périurbaines	0.278	0.0224 **
Autres Communes multipolarisées	0.319	0.8321 ns
Communes isolées	0.246	Référence

*** : très significatif, ** : moyennement significatif, * : peu significatif, ns : non significatif

V – Moyens financiers – SESSAD

Synthèse des moyens financiers

Les principales analyses sur la situation budgétaire des SESSAD étudiés sont les suivantes :

- une structure des recettes stable depuis plusieurs années, composée logiquement et majoritairement du produit de la tarification (95,9 % sur les CA de 2013 *versus* 96,2 % sur les CA 2014). L'écart entre la prévision (budget exécutoire [BE]) et la réalisation (compte administratif [CA]) est significatif : 3 % des charges brutes. Il traduit la sous-évaluation des recettes annexes lors de la fixation du BE ;
- une structure des dépenses stable, consacrée majoritairement aux charges en personnel : autour de 81 % ;
- des reprises d'excédents supérieures aux reprises de déficit ; elles s'établissent en moyenne à 4 137 euros par service ;
- la part des crédits non reconductibles (CNR) dans le total des charges affectées aux SESSAD du panel (4.54 % soit en moyenne 18 458 euros par service). Les CNR concernent principalement le groupe 2 (personnel) des dépenses.

La situation financière des SESSAD observée est plutôt mitigée :

- un taux de marge brute médian de 7,7 %. Il est communément admis que le taux de marge brut, qui témoigne de la capacité de l'établissement à couvrir ses investissements futurs et leur financement ainsi que les provisions devant être constituées, doit se situer entre 7 % et 8 %. Cependant, 25 % des SESSAD ont un taux de marge brute inférieur ou égal à 2,5 % ;
- un taux de capacité d'autofinancement (CAF) médian de 5,3 %. Ce taux permet d'apprécier la capacité de l'activité du service à générer des excédents et, de ce fait, sa capacité à investir. De plus, 23 % des SESSAD du panel manquent d'autofinancement ;
- des disparités régionales existent sur ces deux indicateurs.

Le coût net par place (sans CNR, recettes en atténuation et provisions) :

- le coût médian net par place (hors CNR, recettes en atténuation et provisions) des SESSAD de notre panel est égal à 17 150 euros. 10 % des SESSAD ont un coût net par place inférieur à 12 118 euros, et 10 % ont un coût net par place supérieur à 27 335 euros ;
- des disparités régionales sont observées : hors les DOM, les coûts nets par place médians varient de 22 517 euros en Provence-Alpes-Côte d'Azur à 15 282 euros en Auvergne-Rhône-Alpes.

Constats principaux des analyses des facteurs associés à la variabilité du coût net à la place :

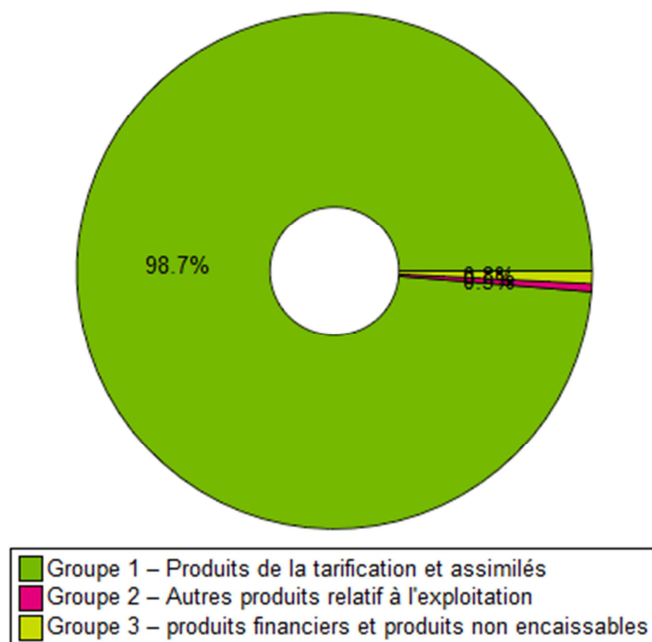
Les variables associées aux résultats du coût net à la place sont l'année d'ouverture, le statut majoritaire du personnel, les modalités d'accueil, les déficiences (au sens FINESS), la taille en nombre de places et les aires urbaines.

On observe que les variables statut majoritaire du personnel, année d'ouverture et taille n'ont pas d'influence sur le coût net à la place.

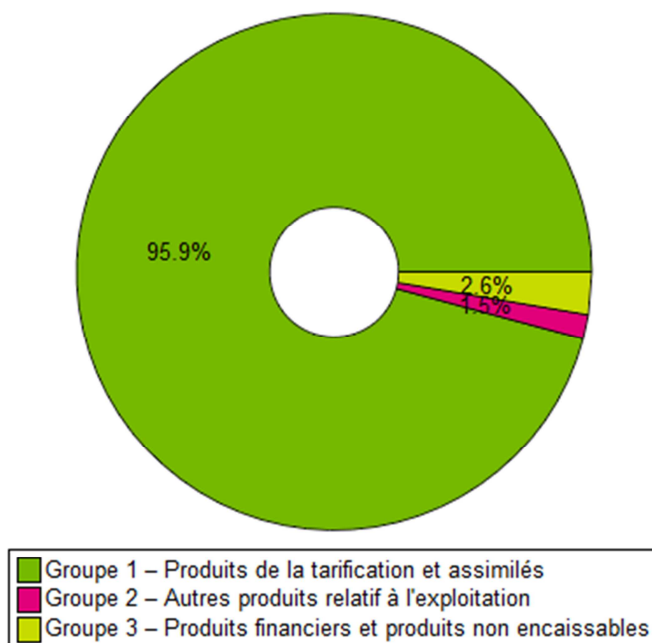
Le coût net à la place est plus faible dans les SESSAD accueillant en majorité des enfants avec des déficiences intellectuelles, sensorielles et des troubles du comportement.

Structure des recettes par groupe sur la section d'exploitation – SESSAD

Répartition des produits par groupe – BE

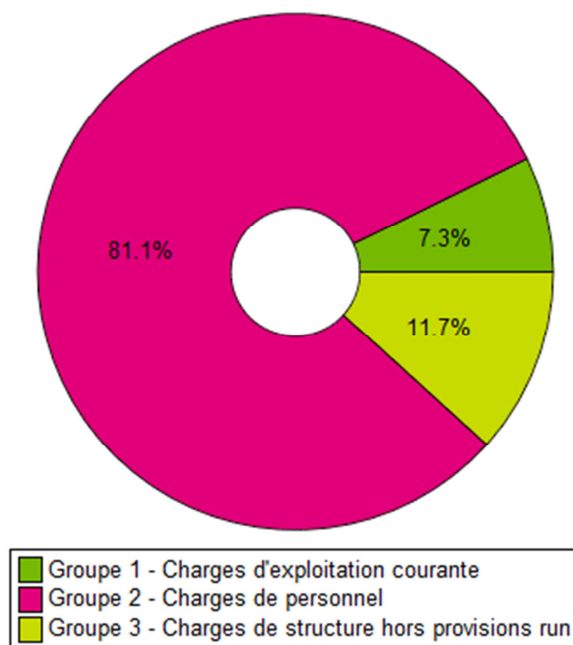


Répartition des produits par groupe – CA

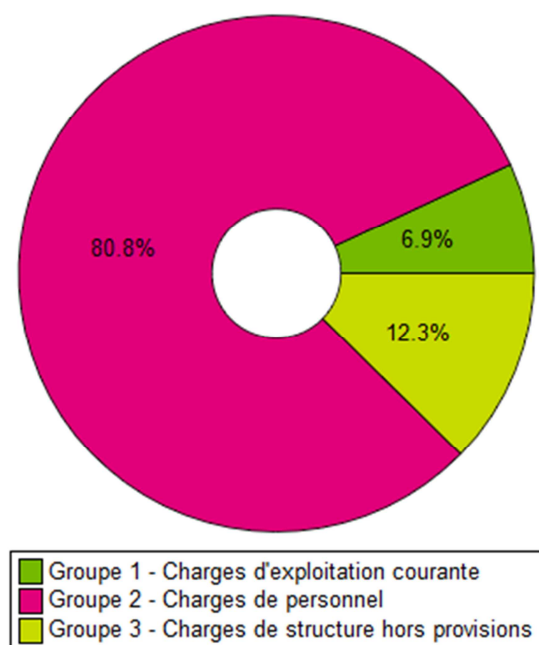


Structure des dépenses par groupe sur la section d'exploitation – SESSAD

Répartition des dépenses par groupe – BE



Répartition des dépenses par groupe – CA



Les crédits non reconductibles (CNR) – SESSAD

**Emploi des CNR attribués aux ESMS par les ARS
selon leur groupe de charges de rattachement**

	Montant des CNR	Montant moyen par ESMS	Montant moyen par place	Part des CNR dans chaque groupe	Part des groupes dans les CNR
Groupe 1 - Exploitation	468 860 €	2 321 €	77 €	5.17 %	12.58 %
Groupe 2 - Personnel	1 960 262 €	9 704 €	320 €	1.83 %	52.58 %
Groupe 3 - Structure	1 299 358 €	6 432 €	212 €	6.63 %	34.85 %
Total CA 2014	3 728 480 €	18 458 €	610 €	4.54 %	100.00 %

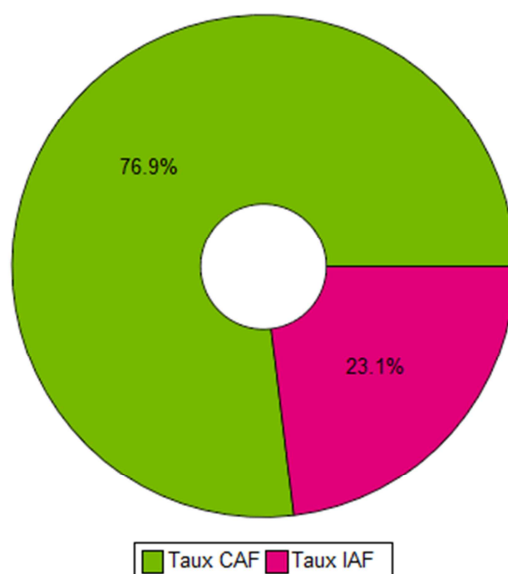
**Part des prestations extérieures dans la dépense corrigée des valeurs « très extrêmes »
par région**

Nouvelles régions 2016	Parts des prestations extérieures dans la dépense						
	Nombre de structures	Premier décile (D1)	Vingt-cinquième percentile (Q1)	Médiane	Soixante-quinzième percentile (Q3)	Neuvième décile (D9)	Moyenne pondérée
Auvergne-Rhône-Alpes	148	0.0 %	0.0 %	0.2 %	0.8 %	1.5 %	0.5 %
Bourgogne-Franche-Comté	67	0.0 %	0.0 %	0.2 %	0.7 %	1.2 %	0.5 %
Bretagne	70	0.0 %	0.0 %	0.2 %	0.6 %	1.2 %	0.4 %
Centre-Val de Loire	43	0.0 %	0.0 %	0.2 %	1.1 %	1.5 %	0.8 %
Corse	9	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.3 %	1.3 %	0.4 %
Grand-Est	114	0.0 %	0.0 %	0.3 %	0.8 %	1.5 %	0.8 %
Guadeloupe	4	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.1 %	0.3 %	0.1 %
Guyane	7	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.1 %	0.0 %
Hauts-de-France	142	0.0 %	0.0 %	0.3 %	0.9 %	1.4 %	0.6 %
Île-de-France	142	0.0 %	0.0 %	0.5 %	1.2 %	1.7 %	0.7 %
Martinique	3	0.0 %	0.0 %	1.5 %	1.6 %	1.6 %	0.8 %
Normandie	63	0.0 %	0.0 %	0.1 %	0.4 %	0.9 %	0.3 %
Nouvelle-Aquitaine	109	0.0 %	0.0 %	0.2 %	0.6 %	1.1 %	0.4 %
Occitanie	137	0.0 %	0.0 %	0.2 %	0.7 %	1.3 %	0.5 %
Océan Indien	14	0.0 %	0.0 %	0.3 %	0.5 %	1.5 %	0.4 %
Pays de la Loire	68	0.0 %	0.0 %	0.2 %	0.6 %	0.9 %	0.5 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	78	0.0 %	0.0 %	0.6 %	1.6 %	3.1 %	1.2 %
Total CA 2014	1 218	0.0 %	0.0 %	0.2 %	0.8 %	1.5 %	0.6 %

Taux de capacité d'autofinancement (CAF) corrigé des valeurs « très extrêmes » par région

Catégorie = SESSAD								
Nouvelles régions 2016	Taux de CAF							
	Nombre de structures	Premier décile (D1)	Vingt-cinquième percentile (Q1)	Médiane	Soixante-quinzième percentile (Q3)	Neuvième décile (D9)	Moyenne pondérée	Rapport interdécile
Auvergne-Rhône-Alpes	145	-4.0 %	1.2 %	5.7 %	10.1 %	15.7 %	6.3 %	-3.93
Bourgogne-Franche-Comté	65	-3.5 %	-0.2 %	7.3 %	11.5 %	19.0 %	7.1 %	-5.40
Bretagne	67	-2.2 %	0.0 %	4.3 %	7.9 %	14.1 %	5.1 %	-6.55
Centre-Val de Loire	42	-2.2 %	3.1 %	5.3 %	10.8 %	17.8 %	6.0 %	-8.14
Corse	9	-2.0 %	4.3 %	8.4 %	15.5 %	20.4 %	8.1 %	-10.07
Grand-Est	112	-3.1 %	1.2 %	6.6 %	14.4 %	18.7 %	7.9 %	-6.12
Guadeloupe	4	-6.4 %	-2.5 %	2.5 %	13.5 %	23.3 %	5.9 %	-3.67
Guyane	7	3.3 %	8.5 %	15.9 %	29.1 %	32.3 %	15.5 %	9.86
Hauts-de-France	137	-2.8 %	2.0 %	7.8 %	14.3 %	22.6 %	8.6 %	-8.16
Île-de-France	134	-4.5 %	-0.5 %	5.7 %	11.0 %	23.0 %	7.1 %	-5.09
Martinique	2	-6.7 %	-6.7 %	13.7 %	34.1 %	34.1 %	5.7 %	-5.07
Normandie	62	-5.6 %	0.6 %	5.3 %	10.6 %	17.4 %	6.9 %	-3.08
Nouvelle-Aquitaine	104	-5.3 %	-0.1 %	2.6 %	7.3 %	14.3 %	4.3 %	-2.71
Occitanie	134	-3.7 %	1.1 %	4.5 %	12.1 %	19.8 %	7.5 %	-5.38
Océan Indien	14	2.2 %	3.5 %	11.5 %	19.8 %	26.6 %	13.0 %	12.08
Pays de la Loire	68	-2.4 %	1.2 %	5.0 %	8.8 %	16.8 %	4.9 %	-7.07
Provence-Alpes-Côte d'Azur	77	-3.6 %	0.7 %	3.7 %	10.7 %	18.1 %	7.9 %	-4.98
Total CA 2014	1 183	-3.6 %	0.8 %	5.3 %	11.4 %	18.9 %	7.0 %	-5.20

Répartition (en nombre d'IME) des taux de CAF et des taux d'IAF



Taux de marge brute corrigé des valeurs « très extrêmes » par région

Catégorie = SESSAD								
Nouvelles régions 2016	Taux de marge brute							
	Nombre de structures	Premier décile (D1)	Vingt-cinquième percentile (Q1)	Médiane	Soixante-quinzième percentile (Q3)	Neuvième décile (D9)	Moyenne pondérée	Rapport interdécile
Auvergne-Rhône-Alpes	148	-3.5 %	1.8 %	7.0 %	11.4 %	18.8 %	8.0 %	-5.34
Bourgogne-Franche-Comté	66	-2.4 %	2.4 %	7.9 %	12.7 %	17.1 %	8.0 %	-7.18
Bretagne	68	-3.8 %	0.5 %	5.4 %	10.8 %	14.9 %	8.0 %	-3.90
Centre-Val de Loire	43	0.1 %	1.7 %	9.8 %	13.7 %	21.3 %	8.3 %	336.72
Corse	9	-5.2 %	10.8 %	15.3 %	25.9 %	27.4 %	15.4 %	-5.27
Grand-Est	112	-1.0 %	2.6 %	8.4 %	13.3 %	17.0 %	8.4 %	-16.37
Guadeloupe	4	-6.3 %	-3.0 %	1.1 %	9.5 %	17.2 %	3.4 %	-2.74
Guyane	7	8.0 %	10.2 %	15.9 %	31.3 %	36.8 %	17.5 %	4.61
Hauts-de-France	138	0.2 %	4.4 %	10.3 %	17.1 %	26.2 %	10.8 %	167.99
Île-de-France	138	-3.4 %	0.8 %	6.4 %	13.4 %	23.6 %	8.8 %	-7.04
Martinique	3	-7.7 %	-7.7 %	32.8 %	39.1 %	39.1 %	19.0 %	-5.05
Normandie	62	-1.7 %	4.0 %	7.3 %	14.4 %	18.5 %	8.9 %	-10.68
Nouvelle-Aquitaine	106	-2.4 %	1.7 %	6.2 %	11.8 %	20.2 %	8.2 %	-8.48
Occitanie	137	-2.6 %	2.7 %	8.3 %	13.8 %	20.1 %	7.9 %	-7.77
Océan Indien	14	2.6 %	5.3 %	13.5 %	21.7 %	31.2 %	14.7 %	11.85
Pays de la Loire	67	-1.8 %	2.4 %	7.0 %	12.3 %	20.9 %	7.8 %	-11.46
Provence-Alpes-Côte d'Azur	78	-1.0 %	2.5 %	6.6 %	13.5 %	23.0 %	9.2 %	-22.11
Total CA 2014	1 200	-1.9 %	2.5 %	7.7 %	13.6 %	20.8 %	8.9 %	-10.76

Taux d'amortissement corrigé des valeurs « très extrêmes » par région

Nouvelles régions 2016	Taux d'amortissement							
	Nombre de structures	Premier décile (D1)	Vingt-cinquième percentile (Q1)	Médiane	Soixante-quinzième percentile (Q3)	Neuvième décile (D9)	Moyenne pondérée	Rapport interdécile
Auvergne-Rhône-Alpes	148	0.3 %	0.8 %	2.0 %	3.8 %	6.1 %	2.7 %	20.43
Bourgogne-Franche-Comté	67	0.4 %	1.2 %	2.7 %	4.2 %	7.2 %	3.5 %	16.90
Bretagne	70	0.3 %	0.8 %	2.1 %	3.5 %	4.9 %	2.4 %	14.52
Centre-Val de Loire	43	1.2 %	2.2 %	3.3 %	7.3 %	9.7 %	4.5 %	8.11
Corse	9	0.8 %	1.1 %	1.7 %	1.9 %	15.5 %	2.6 %	19.59
Grand-Est	114	0.3 %	1.0 %	2.4 %	5.0 %	8.1 %	4.1 %	28.13
Guadeloupe	4	1.9 %	3.2 %	4.6 %	4.9 %	5.0 %	4.0 %	2.60
Guyane	7	0.3 %	3.0 %	3.6 %	8.1 %	9.5 %	5.7 %	28.06
Hauts-de-France	142	0.5 %	1.5 %	2.4 %	4.1 %	6.8 %	3.3 %	13.50
Île-de-France	138	1.0 %	1.9 %	3.4 %	5.7 %	8.4 %	4.1 %	8.45
Martinique	3	0.9 %	0.9 %	2.2 %	2.9 %	2.9 %	1.7 %	3.20
Normandie	63	0.1 %	1.1 %	2.9 %	4.2 %	6.1 %	3.1 %	70.77
Nouvelle-Aquitaine	106	0.7 %	1.5 %	2.6 %	4.7 %	8.8 %	3.9 %	12.26
Occitanie	136	0.2 %	0.9 %	2.2 %	3.9 %	6.9 %	2.9 %	33.31
Océan Indien	14	0.4 %	1.0 %	2.8 %	5.0 %	6.2 %	3.3 %	17.03
Pays de la Loire	68	0.6 %	1.3 %	2.7 %	3.7 %	6.1 %	3.3 %	9.90
Provence-Alpes-Côte d'Azur	77	0.4 %	1.3 %	3.7 %	5.8 %	10.9 %	4.7 %	25.79
Total CA 2014	1 209	0.4 %	1.3 %	2.6 %	4.4 %	7.4 %	3.6 %	18.23

Poids des amortissements sur la CAF corrigé des valeurs « très extrêmes » par région

Nouvelles régions 2016	Poids des amortissements sur la CAF							
	Nombre de structures	Premier décile (D1)	Vingt-cinquième percentile (Q1)	Médiane	Soixante-quinzième percentile (Q3)	Neuvième décile (D9)	Moyenne pondérée	Rapport interdécile
Auvergne-Rhône-Alpes	139	-23.4 %	2.6 %	16.5 %	51.6 %	103.0 %	40.4 %	-4.40
Bourgogne-Franche-Comté	63	-38.6 %	0.0 %	18.9 %	44.5 %	98.8 %	45.1 %	-2.56
Bretagne	63	-30.7 %	1.8 %	22.1 %	68.8 %	106.1 %	33.3 %	-3.45
Centre-Val de Loire	42	-102.5 %	16.3 %	43.9 %	93.6 %	153.4 %	58.0 %	-1.50
Corse	9	-39.0 %	10.3 %	19.6 %	75.4 %	86.6 %	35.6 %	-2.22
Grand-Est	108	-35.3 %	1.9 %	21.2 %	59.6 %	129.4 %	38.6 %	-3.66
Guadeloupe	4	-74.4 %	-26.4 %	70.6 %	129.5 %	139.3 %	73.1 %	-1.87
Guyane	7	10.3 %	10.4 %	21.0 %	35.8 %	111.4 %	27.4 %	10.79
Hauts-de-France	137	-52.4 %	7.5 %	20.8 %	47.9 %	83.9 %	26.9 %	-1.60
Île-de-France	128	-117.1 %	0.0 %	30.5 %	68.8 %	130.8 %	62.3 %	-1.12
Martinique	3	-32.1 %	-32.1 %	2.1 %	8.4 %	8.4 %	8.4 %	-0.26
Normandie	60	-59.4 %	0.0 %	15.6 %	56.6 %	116.0 %	38.3 %	-1.95
Nouvelle-Aquitaine	98	-72.8 %	0.0 %	33.6 %	80.3 %	137.8 %	50.7 %	-1.89
Occitanie	127	-14.2 %	2.6 %	21.9 %	67.5 %	143.4 %	39.1 %	-10.13
Océan Indien	14	1.0 %	9.8 %	29.5 %	45.5 %	144.9 %	28.7 %	142.25
Pays de la Loire	61	-15.9 %	5.6 %	30.6 %	61.7 %	125.5 %	49.1 %	-7.87
Provence-Alpes-Côte d'Azur	67	-49.1 %	2.3 %	27.5 %	72.5 %	154.8 %	45.9 %	-3.15
Total CA 2014	1 130	-40.2 %	2.8 %	22.8 %	62.3 %	119.8 %	42.1 %	-2.98

Analyse des comptes administratifs 2014 : Les services d'éducation spécialisée et de soins à domicile

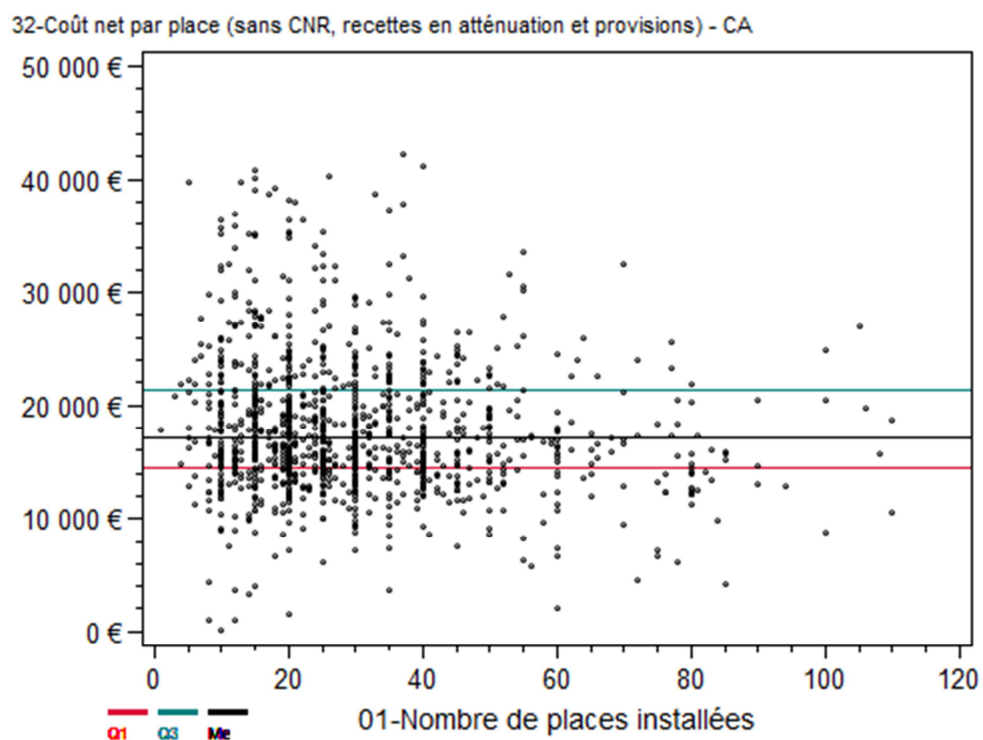
Reprises des résultats par région

Nouvelles régions 2016	Montant des reprises de déficits antérieurs	Montant des reprises d'excédents antérieurs	Solde des reprises de résultats antérieurs	Montant moyen du solde des reprises des résultats antérieurs par place	Montant moyen du solde des reprises des résultats antérieurs par ESMS
Auvergne-Rhône-Alpes	-178 124 €	367 742 €	545 865 €	134 €	3 765 €
Bourgogne-Franche-Comté	-34 190 €	112 086 €	146 276 €	66 €	2 250 €
Bretagne	-70 436 €	133 772 €	204 207 €	92 €	3 142 €
Centre-Val de Loire	-30 769 €	127 702 €	158 471 €	133 €	4 063 €
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Grand-Est	-57 541 €	251 972 €	309 513 €	106 €	2 814 €
Guadeloupe	0 €	38 000 €	38 000 €	437 €	19 000 €
Guyane	0 €	53 045 €	53 045 €	212 €	7 578 €
Hauts-de-France	-82 926 €	194 517 €	277 443 €	77 €	2 025 €
Île-de-France	-107 189 €	1 056 182 €	1 163 370 €	265 €	9 859 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Normandie	-148 942 €	255 051 €	403 993 €	224 €	6 733 €
Nouvelle-Aquitaine	-47 244 €	439 115 €	486 359 €	183 €	4 722 €
Occitanie	-176 011 €	290 456 €	466 467 €	152 €	3 561 €
Océan Indien	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Pays de la Loire	-60 684 €	157 217 €	217 902 €	89 €	3 302 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-33 759 €	228 017 €	261 776 €	133 €	3 687 €
Total CA 2014	-1 027 814 €	3 704 874 €	4 732 688 €	140 €	4 137 €

Appréciation des résultats comptables non retraités par région

Nouvelles régions 2016	Total des charges réalisé	Total des produits hors reprises des résultats antérieurs	Résultat comptable net proposé N	Part résultat comptable net proposé N (en %)
Auvergne-Rhône-Alpes	71 000 889 €	75 321 355 €	4 320 465 €	6 %
Bourgogne-Franche-Comté	47 389 941 €	49 579 316 €	2 189 374 €	5 %
Bretagne	38 303 997 €	41 208 383 €	2 904 387 €	8 %
Centre-Val de Loire	27 024 338 €	28 790 642 €	1 766 304 €	7 %
Corse	5 104 443 €	5 518 152 €	413 709 €	8 %
Grand-Est	63 977 161 €	67 992 556 €	4 015 395 €	6 %
Guadeloupe	6 163 209 €	6 514 242 €	351 033 €	6 %
Guyane	5 029 596 €	5 709 043 €	679 447 €	14 %
Hauts-de-France	78 503 732 €	87 068 398 €	8 564 666 €	11 %
Île-de-France	109 244 570 €	119 333 005 €	10 088 435 €	9 %
Martinique	3 007 504 €	3 532 717 €	525 213 €	17 %
Normandie	32 724 963 €	35 003 953 €	2 278 990 €	7 %
Nouvelle-Aquitaine	54 952 928 €	58 555 680 €	3 602 752 €	7 %
Occitanie	69 039 302 €	73 406 742 €	4 367 440 €	6 %
Océan Indien	12 195 705 €	13 556 706 €	1 361 002 €	11 %
Pays de la Loire	50 457 479 €	52 433 511 €	1 976 032 €	4 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	58 023 128 €	61 728 157 €	3 705 029 €	6 %
Total CA 2014	732 142 884 €	785 252 559 €	53 109 674 €	7 %

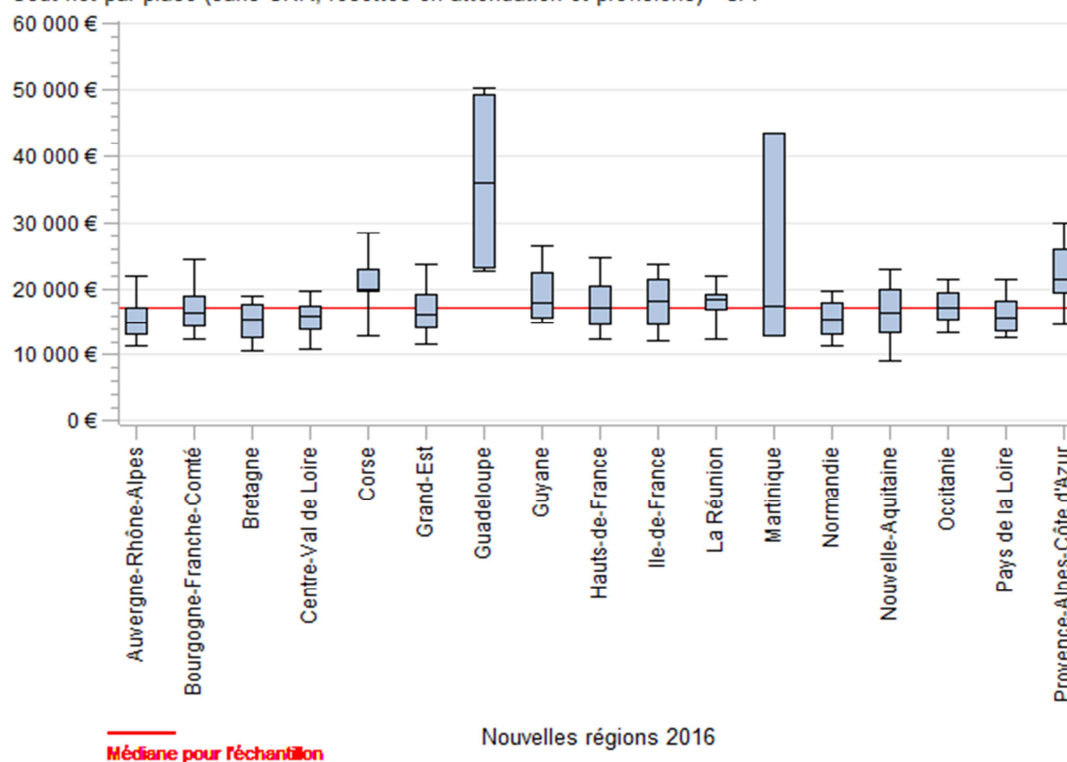
**Coût net (sans CNR, recettes en atténuation et provisions) par place
en fonction de la capacité installée**



Coût net (sans CNR, recettes en atténuation et provisions) par place corrigé des valeurs « très extrêmes » par région

Catégorie = SESSAD								
Nouvelles régions 2016	Coût net (sans CNR, recettes en atténuation et provisions) par place							
	Nombre de structures	Premier décile (D1)	Vingt-cinquième percentile (Q1)	Médiane	Soixante-quinzième percentile (Q3)	Neuvième décile (D9)	Moyenne pondérée	Rapport interdécile
Auvergne-Rhône-Alpes	148	11 621 €	13 200 €	15 282 €	19 767 €	26 221 €	16 351 €	2.26
Bourgogne-Franche-Comté	67	12 404 €	14 340 €	16 801 €	21 648 €	35 114 €	18 597 €	2.83
Bretagne	69	10 595 €	12 960 €	15 751 €	18 076 €	20 281 €	14 725 €	1.91
Centre-Val de Loire	42	12 666 €	14 167 €	16 329 €	18 322 €	22 582 €	16 967 €	1.78
Corse	9	12 952 €	19 556 €	19 894 €	22 936 €	28 509 €	19 900 €	2.20
Grand-Est	114	11 802 €	14 252 €	16 321 €	20 520 €	26 506 €	18 013 €	2.25
Guadeloupe	4	22 610 €	23 298 €	36 102 €	49 274 €	50 331 €	30 922 €	2.23
Guyane	7	14 899 €	15 655 €	17 894 €	22 498 €	26 520 €	18 803 €	1.78
Hauts-de-France	135	12 896 €	14 876 €	18 054 €	23 381 €	31 412 €	18 866 €	2.44
Île-de-France	136	12 114 €	15 347 €	18 735 €	22 746 €	27 038 €	18 431 €	2.23
Martinique	3	12 926 €	12 926 €	17 339 €	43 600 €	43 600 €	20 688 €	3.37
Normandie	60	11 453 €	13 768 €	15 751 €	18 705 €	24 766 €	16 122 €	2.16
Nouvelle-Aquitaine	106	10 091 €	13 881 €	17 087 €	21 366 €	26 966 €	17 112 €	2.67
Occitanie	136	13 541 €	15 533 €	17 781 €	20 515 €	22 862 €	18 491 €	1.69
Océan Indien	14	12 260 €	16 863 €	18 744 €	19 853 €	23 179 €	18 606 €	1.89
Pays de la Loire	68	12 702 €	14 174 €	15 835 €	19 277 €	27 930 €	18 796 €	2.20
Provence-Alpes-Côte d'Azur	77	14 721 €	19 466 €	22 517 €	27 662 €	35 366 €	24 449 €	2.40
Total CA 2014	1 195	12 118 €	14 380 €	17 150 €	21 347 €	27 335 €	18 173 €	2.26

Coût net par place (sans CNR, recettes en atténuation et provisions) - CA



Analyse de la variabilité du coût net par place – variables statistiquement représentatives

Variables catégorielles	Nombre de structures	Moyenne pondérée	p value et seuils de significativité : 1 % *** 5 % ** 10 %* >10 % ns (non significatif en comparaison de la référence)
Déficiences			
Autorisation Troubles Conduite et Comportement : Non	911	18 253 €	0.0027 **
Autorisation Troubles Conduite et Comportement : Oui	284	17 863 €	Réf.
Autorisation Déficiants intellectuels : Non	664	19 030 €	0.0000 ***
Autorisation Déficiants intellectuels : Oui	531	17 078 €	Réf.
Autorisation Déficiants sensoriels : Non	1041	18 576 €	0.0016 **
Autorisation Déficiants sensoriels : Oui	154	16 531 €	Réf.
Autorisation Tous types déficiences : Non	1146	18 275 €	0.0085 **
Autorisation Tous types déficiences : Oui	49	15 997 €	Réf.
Aire urbaine			
Grandes AU	923	18 383 €	0.0535 *
Autres AU	135	16 536 €	0.0047 **
Communes périurbaines	100	17 775 €	0.0264 **
Autres Communes multipolarisées	9	18 099 €	0.6350 ns
Communes isolées	28	17 642 €	Réf.

*** : très significatif, ** : moyennement significatif, * : peu significatif, ns : non significatif

ANNEXE 1 – Indicateurs et formules de calcul

Indicateurs	Mode de calcul	Unité
Offre de services		
Taux de Réalisation Séances Total	Numérateur : Nombre de séances réalisées en TOTAL (CA) avec des séances prévisionnelles saisies Dénominateur : Nombre de séances prévisionnelles en TOTAL (BE)	%
Ressources humaines mises en œuvre		
Coût salarial d'un ETP (sans CNR)	Numérateur : Charges de personnel (Groupe 2 des Dépenses) - CNR Charges de personnel (Groupe 2 des Dépenses) au CA Dénominateur : ETP TOTAL (PH) Au CA	€
Poids du personnel extérieur à l'établissement	Numérateur : Charges spécifique au compte 621 - Personnel extérieur à l'établissement au CA Dénominateur : Charges de personnel (Groupe 2 des Dépenses) au CA	%
Taux d'encadrement ADMINISTRATION/GESTION	Numérateur : ETP ADMINISTRATION/GESTION au CA Dénominateur : capacité installée (places)	%
Taux d'encadrement DIRECTION/ENCADREMENT	Numérateur : EN DIRECTION/ENCADREMENT au CA Dénominateur : capacité installée (places)	%
Taux d'encadrement MÉDICAL	Numérateur : ETP MÉDICAL au CA Dénominateur : capacité installée (places)	%
Taux d'encadrement PARAMÉDICAL	Numérateur : ETP PARAMÉDICAL au CA Dénominateur : capacité installée (places)	%
Taux d'encadrement RESTAURATION	Numérateur : ETP RESTAURATION au CA Dénominateur : capacité installée (places)	%
Taux d'encadrement SERVICES GÉNÉRAUX	Numérateur : ETP SERVICES GÉNÉRAUX au CA Dénominateur : capacité installée (places)	%
Taux d'encadrement SOCIO-ÉDUCATIF	Numérateur : ETP SOCIO-ÉDUCATIF au CA Dénominateur : capacité installée (places)	%
Taux d'encadrement AUTRES FONCTIONS	Numérateur : ETP AUTRES FONCTIONS au CA Dénominateur : capacité installée (places)	%
Taux d'encadrement TOTAL	Numérateur : ETP TOTAL (PH) au CA Dénominateur : capacité installée (places)	%

Indicateurs	Mode de calcul	Unité
Moyens financiers mis en œuvre		
Part des prestations extérieures sur dépense totale	<p>Numérateur : Charges de prestations externes compte 6281 - Prestations de blanchissage à l'extérieur, 6282 - Prestations d'alimentation à l'extérieur, compte 6283 - Prestations de nettoyage à l'extérieur et 6284 - Prestations d'informatique à l'extérieur au CA</p> <p>Dénominateur : Charges des Dépenses - CNR des Groupe 1, Groupe 2 et Groupe 3 des Dépenses au CA</p>	%
Part du Transport usager sur dépense totale	<p>Numérateur : Charges spécifiques au compte 6242 - Transports d'usagers au CA</p> <p>Dénominateur : Charges des Dépenses - CNR des Groupe 1, Groupe 2 et Groupe 3 des Dépenses au CA</p>	%
Transport usager par place	<p>Numérateur : Charges de spécifiques au compte 6242 - Transports d'usagers au CA</p> <p>Dénominateur : Capacité installée (places)</p>	€
Taux de marge brute	<p>Numérateur : (Produits des comptes (70 + 71 +72 +73 +74 +75 sauf 7087) - (Charges des comptes 60+61+62+63+64+65)</p> <p>Dénominateur : Produits des comptes (70 + 71 +72 +73 +74 +75 sauf 7087)</p>	%
Taux de Capacité d'autofinancement (CAF)	<p>Numérateur : Résultat net comptable de l'exercice + Charges des comptes 68 : Dotations aux amortissements et aux provisions + compte 675 : valeur comptable des éléments d'actif cédés - 775 : produit des cessions d'éléments d'actif - 777 : Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat - 78 : Reprises sur amortissements et provisions au CA</p> <p>Dénominateur : Somme des comptes de classe 7 réalisés - comptes 775 : produit des cessions d'éléments d'actif - 777 : Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat - 78 : Reprises sur amortissements et provisions au CA</p>	%
Taux d'amortissement	<p>Numérateur : Charges des comptes amortissements et des dépréciations au CA</p> <p>Dénominateur : Charges des Dépenses - CNR des Groupe 1, Groupe 2 et Groupe 3 des Dépenses au CA</p>	%
Part des amortissements dans la CAF	<p>Numérateur : Amortissements</p> <p>Dénominateur : CAF</p>	%
Montant moyen des CNR par ESMS	<p>Numérateur : Montant des CNR des Groupe 1, Groupe 2 et Groupe 3 des Dépenses au CA</p> <p>Dénominateur : Nombre d'établissements du panel</p>	€
Part des CNR dans les dépenses réalisées	<p>Numérateur : Montant des CNR des Groupe 1, Groupe 2 et Groupe 3 des Dépenses au CA</p> <p>Dénominateur : Charges des Dépenses - CNR des Groupe 1, Groupe 2 et Groupe 3 des Dépenses au CA</p>	%
Montant moyen du solde des reprises de résultats par ESMS	<p>Numérateur : Somme des Excédents - Somme des Déficits</p> <p>Dénominateur : Nombre d'établissements du panel</p>	€
Coût net par place (sans CNR, recettes en atténuation et provisions)	<p>Numérateur : Charges d'exploitation courante réalisées (Groupe 1 Dépenses) + Charges de personnel réalisées (Groupe 2 Dépenses) + Charges de structure réalisées (Groupe 3 Dépenses) hors provisions - Total CNR alloué - Autres produits relatifs à l'exploitation réalisées (Groupe 2 Recettes) - Produits financiers et non encaissables réalisées (Groupe 3 Recettes)</p> <p>Dénominateur : Capacité installée (places)</p>	€

ANNEXE 2 – Glossaire

ARS : agence régionale de santé

BE : budget exécutoire

CA : compte administratif N transmis par les ESMS avant le 30 avril N+1 aux ARS

CCCRF : convention collective nationale de la Croix-Rouge française

CCNT : convention collective nationale de travail

CNR : crédits non reconductibles

CNSA : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

CPOM : contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens

ESMS : établissement et service médico-social

ETP : équivalent temps plein

FINESS : fichier national des établissements sanitaires et sociaux

FPH : fonction publique hospitalière

FPT : fonction publique territoriale

ImportCA : application pour la transmission dématérialisée des budgets exécutoires et des comptes administratifs

SESSAD : service d'éducation spéciale et de soins à domicile